



Tableau de Bord Conjoncturel en Seine-Saint-Denis

Octobre 2006

Préfecture de la Seine-Saint-Denis λ Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis λ Conseil Général de Seine-Saint-Denis λ Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis λ Tribunal de Commerce λ Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle λ URSSAF de Paris- Région Parisienne λ ASSEDIC de l'Est Francilien λ ANPE 93λ Direction départementale d'Equipement 93 λ Comité Départemental du Tourisme λ Banque de France de Seine-Saint-Denis λ Trésorerie Générale 93 λ Direction départementale des Services Fiscaux λ Direction régionale des Douanes de Paris-Est λ Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis



Le Club 93 Conjoncture est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis, spécialistes de la conjoncture, suivants : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil général de Seine-Saint-Denis, le Comité d'expansion de Seine-Saint-Denis, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis, la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Trésorerie générale de Seine-Saint-Denis, le Comité départemental de tourisme 93, Les ASSEDIC de l'Est Francilien, la Direction départementale des services fiscaux 93, la Direction départementale de l'équipement, la Chambre de métiers et de l'artisanat 93, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est, l'ANPE 93 et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents du suivi et de l'analyse de la conjoncture départementale : le suivi régulier de la conjoncture en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un tableau de bord conjoncturel de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs à l'emploi, les ménages, l'habitat, le tourisme, l'immobilier, la vie de l'entreprise, les services, l'attractivité et l'image de la Seine-Saint-Denis.

Ce document est consultable sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.pref93.pref.gouv.fr
- Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis : www.ccip93.fr
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cm-93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com
- Comité d'expansion de Seine-Saint-Denis : www.comex93.org



SOMMAIRE

I) LES MENAGES

A) La consommation des ménages

o Crédits à la consommation des ménages, encours et dépôts.....	P 6
---	-----

B) L'investissement des ménages

o Immatriculations de véhicules particuliers.....	P 7
o Crédit à l'habitat.....	P 7
o Le marché des logements collectifs neufs et leur prix au m ²	P 8
o Le volume de la construction des logements neufs.....	P 9
o Le marché des logements anciens et leurs prix au m ²	P 10

II) LA VIE DE L'ENTREPRISE

A) Démographie d'entreprise

o Mouvements (créations, radiations) des entreprises.....	P 12
o Mouvements (créations par branche) de l'artisanat.....	P 13

B) Activité des entreprises

o Analyse des rapports entre l'évolution des carnets de commandes et les stocks.....	P 14
o Le commerce extérieur (= demande extérieure).....	P 15
o La Taxe sur la valeur ajoutée.....	P 17

C) Niveau de l'investissement

o Construction des locaux d'activités.....	P 19
o Immatriculations de véhicules utilitaires.....	P 19
o Crédits aux entreprises.....	P 20

Préfecture de la Seine-Saint-Denis λ Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis λ Conseil Général de Seine-Saint-Denis λ Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis λ Tribunal de Commerce λ Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle λ URSSAF de Paris- Région Parisienne λ ASSEDIC de l'Est Francilien λ ANPE 93λ Direction départementale d'Equipement 93 λ Comité Départemental du Tourisme λ Banque de France de Seine-Saint-Denis λ Trésorerie Générale 93 λ Direction départementale des Services Fiscaux λ Direction régionale des Douanes de Paris-Est λ Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

SOMMAIRE (suite)

III) LES SERVICES

o Hôtellerie (taux d'occupation).....	P 22
o Transports (données qualitatives).....	P 23

IV) INDICATEURS D'ATTRACTIVITE

o Nombre de visiteurs au Stade de France.....	P 25
o Nombre de visiteurs au Musée de l'Air et de l'Espace.....	P 25
o Nombre de visiteurs à la Basilique de Saint-Denis.....	P 25
o Chiffres clés « salons » sur les parcs d'exposition du Bourget et de Villepinte.....	P 26
o Transferts des sièges sociaux.....	P 27

V) L'EMPLOI

A) Le marché du travail

o Les demandes d'emplois en fin de mois (DEFM).....	P 29
o Les demandes d'emplois enregistrées.....	P 29
o Le taux d'évolution du chômage sur un an.....	P 29
o Les offres d'emplois enregistrées en fin de mois.....	P 30
o Les secteurs qui recrutent.....	P 30
o Les offres par taille d'entreprise.....	P 30
o Les métiers recherchés par les entreprises.....	P 30
o Les taux de chômage.....	P 31
o Le nombre de RMIstes.....	P 31
o Les contrats d'insertion.....	P 32
o Les reprises d'activité selon le type de contrats.....	P 32

B) Le marché de l'emploi

o L'évolution sur 5 ans du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre.....	P 33
o L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés.....	P 33
o Les déclarations uniques d'embauches.....	P 34

Note méthodologique.....	P 36
---------------------------------	------

Contacts.....	P 41
----------------------	------



LES MENAGES

Préfecture de la Seine-Saint-Denis λ Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis λ Conseil Général de Seine-Saint-Denis λ Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis λ Tribunal de Commerce λ Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle λ URSSAF de Paris- Région Parisienne λ ASSEDIC de l'Est Francilien λ ANPE 93λ Direction départementale d'Equipement 93 λ Comité Départemental du Tourisme λ Banque de France de Seine-Saint-Denis λ Trésorerie Générale 93 λ Direction départementale des Services Fiscaux λ Direction régionale des Douanes de Paris-Est λ Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

LES MENAGES : La consommation des ménages

Crédits à la consommation

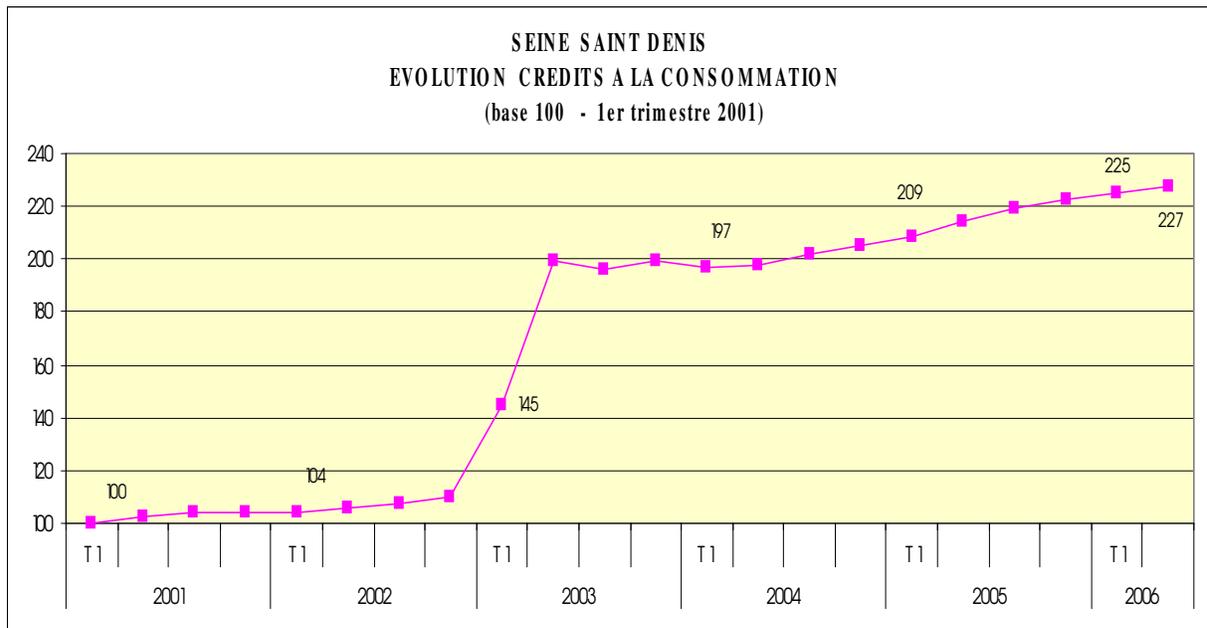
Après une période de stagnation entre 2003 et 2004, les encours de crédit à la consommation s'inscrivent en croissance régulière depuis fin 2004.

Ainsi, les encours ont progressé de 6.4% en un an (entre le 30/06/2005 et le 30/06/2006) et de 3.2% sur les 6 derniers mois confirmant ainsi la poursuite de cette tendance sur la période récente.

Cette progression masque néanmoins des évolutions différentes des catégories de prêts : ainsi, les prêts personnels sont en hausse de 5.9%, les crédits dits « revolving » de 41% tandis que les ventes à tempérament ou les crédits divers de trésorerie sont en régression.

A noter que les prêts personnels représentent près de la moitié des crédits à la consommation.

Source : Banque de France



LES MENAGES : L'investissement des ménages (1)

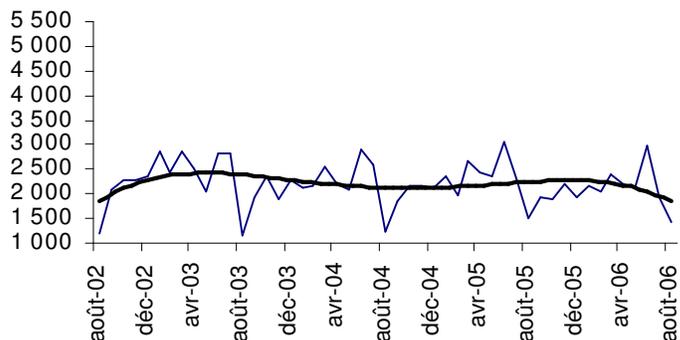
Immatriculations de véhicules particuliers neufs

Le cumul des immatriculations de janvier à août 2006 en Seine-Saint-Denis (17 242) reste inférieur à ceux des années précédentes (18 640 en 2005 et 17 842 en 2004), soit une baisse de 7,50 % par rapport à 2005.

L'Ile-de-France (19 437) a, quant à elle, marqué une baisse de 7,10 % par rapport à 2005 (20 952) mais son résultat reste comparable à 2004 (19 405).

Le marché français connaît également, sur la même période, une baisse mais moins prononcée (1 374 733 en 2006 contre 1 401 051 en 2005), soit une baisse de 1,88 %. Toutefois, les résultats restent légèrement supérieurs à 2004 (1 342 010).

VEHICULES PARTICULIERS en Seine-Saint-Denis



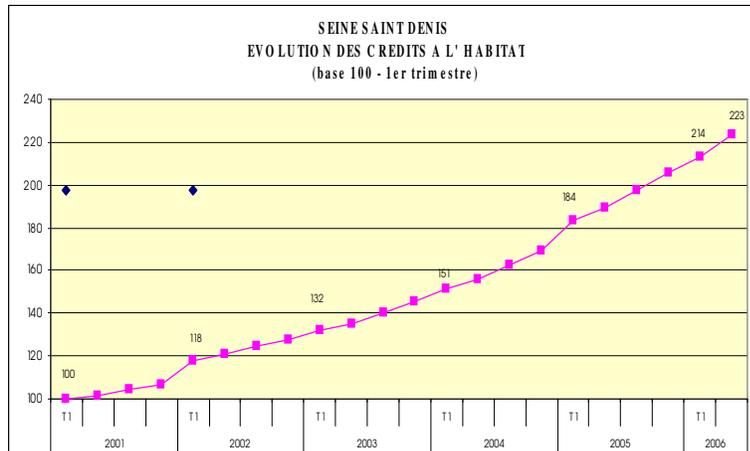
Source : Préfecture 93 / DREIF

Crédits à l'habitat

La hausse des prix de l'immobilier tant dans le neuf que dans l'ancien s'accompagne d'une augmentation très régulière des encours de crédits à l'habitat. Ainsi, en un an (du 30/06/2005 au 30/06/2006), les encours ont progressé de plus de 18% et l'observation des 6 derniers mois montre que cette croissance ne se ralentit pas (+9.1%).

Par ailleurs, la part des crédits à l'habitat dans l'ensemble des crédits dispensés par les établissements bancaires continue de croître (57% au 30/06/2005 contre 54% au 31/12/2005).

A noter que les crédits à l'habitat octroyés aux sociétés non financières se sont accrus plus rapidement que ceux aux particuliers (+15% contre +8% sur les 6 derniers mois). Ceux-ci ne représentent néanmoins que 7% des encours globaux.



Source : Banque de France

LES MENAGES : L'investissement des ménages (2)

Marché des logements collectifs neufs (promotion privée)

Depuis un an et demi, le marché des appartements neufs de la Seine-Saint-Denis reste particulièrement tendu : au premier semestre 2006, près de 1 400 biens ont été vendus et un peu plus de 1 300 nouveaux logements mis sur le marché, soit une progression, respectivement, de 13 et 7 % par rapport au second semestre 2005. Le stock disponible à la vente à fin juin 2006 (782 appartements) représente à peine plus d'un trimestre de commercialisation au rythme des bons résultats du second trimestre 2006.

Au niveau régional, au premier semestre, ventes et mises en vente s'équilibrent à près de 8 200 logements, soit une progression d'environ 5 % par rapport au semestre précédent. Géographiquement, la répartition des ventes évolue : la part de la grande couronne diminue de façon importante (de 50 % à près de 40 % des ventes réalisées dans la région), au profit de la petite couronne (56 % contre 46 % un an auparavant), et tout particulièrement du Val-de-Marne. Près de 17% des ventes régionales sont effectuées dans ce département, contre 10 % au premier semestre 2005. La part des Hauts-de-Seine progresse quant à elle de 20 à 22 % et celle de la Seine-Saint-Denis de 15,5 à 17 %.

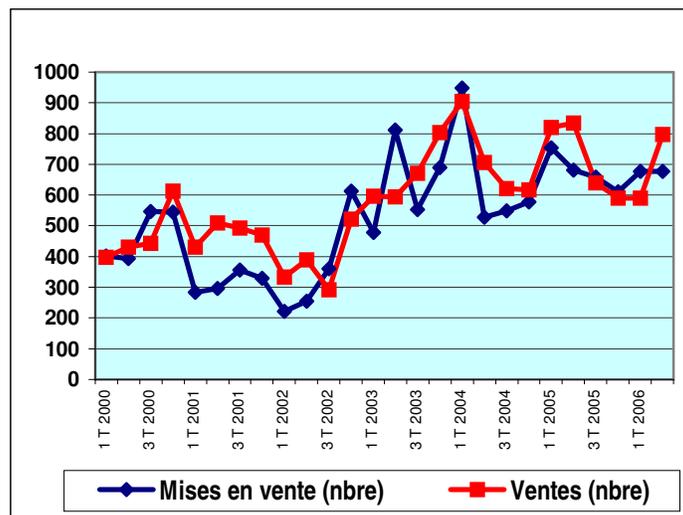
Prix de vente moyen des logements collectifs neufs (promotion privée)

En Seine-Saint-Denis, après avoir marqué une pause au second semestre 2005, le prix moyen des appartements neufs vendus est à nouveau à la hausse : il atteint 3 363 €/m² au second trimestre 2006, soit une augmentation de 7 % sur six mois. La progression est cependant moins forte que celle observée fin 2004, début 2005 (+ 12 % au premier semestre 2005).

Ailleurs au niveau régional où, à la différence de la Seine-Saint-Denis, les prix avaient continué de croître au second semestre 2005, la hausse est en décélération au premier semestre 2006 (+ 5 % pour la moyenne régionale).

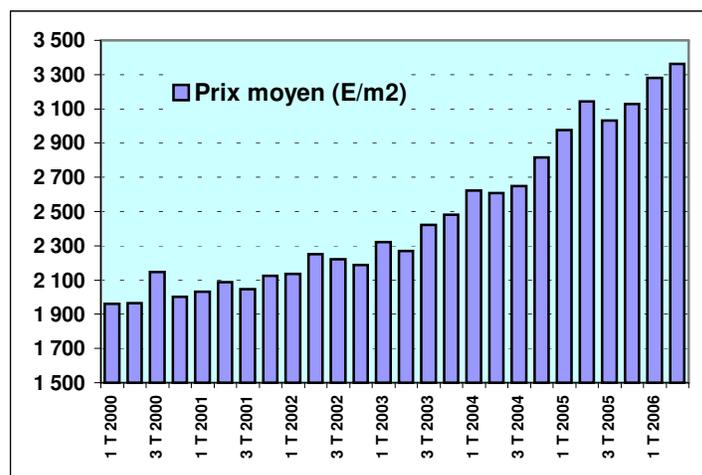
Globalement cependant, depuis un an, l'écart avec les prix séquanodionysiens s'est creusé. En grande couronne, le prix moyen reste plus élevé qu'en Seine-Saint-Denis depuis le troisième trimestre 2005 : 3 500 €/m² au second trimestre 2006 (soit + 15 % depuis mi 2005). Dans les Hauts de Seine, la moyenne des prix dépasse 5 000 €/m², en hausse de 13 %. C'est dans le Val de Marne que la progression a été la plus forte : 4 100 €/m², soit + 22 %.

Commercialisation des appartements neufs en Seine-Saint-Denis (données trimestrielles)



Source : ECLN:/ Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France

Prix moyen des appartements neufs vendus en Seine-Saint-Denis



Source : ECLN:/ Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France

LES MENAGES : L'investissement des ménages (3)

Le volume de construction des logements neufs

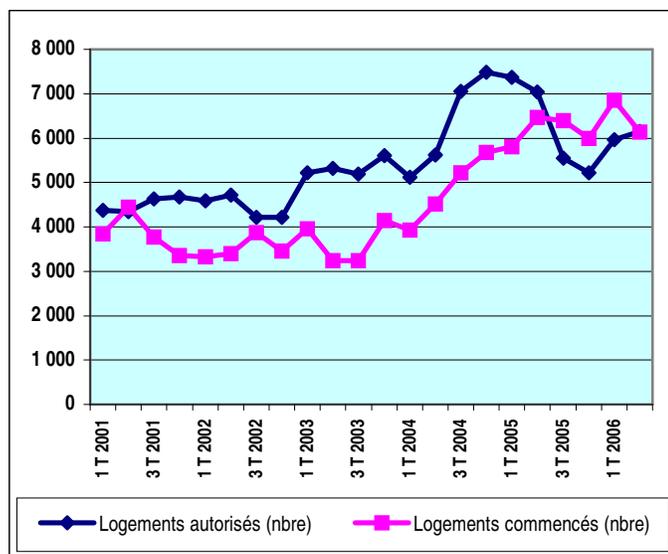
En Seine-Saint-Denis, malgré un ralentissement constaté au second trimestre, les autorisations de construire du premier semestre 2006 sont en forte progression par rapport aux deux semestres précédents : environ 3 400 logements ont été autorisés depuis le début de l'année, soit + 25 % par rapport au second semestre 2005 et + 37 % par rapport au premier. Le niveau de l'excellent second semestre 2004, qui plafonnait à plus de 4 500 logements autorisés n'est pas atteint cependant. En données cumulées sur 12 mois, à fin juin 2006, 6 150 logements auront été autorisés à la construction, soit 13 % de la production régionale. Les logements en résidences atteignent environ 11 % de la production (des résidences étudiants pour l'essentiel).

A l'échelle régionale, on observe une tendance conjoncturelle similaire, mais avec des amplitudes moins prononcées : un peu plus de 26 000 logements autorisés au premier semestre 2006, soit respectivement + 8 % et + 28 % par rapport aux second et premier semestres 2005. L'écart au « pic » du dernier semestre 2004 (près de 27 500 logements autorisés) est moindre qu'en Seine-Saint-Denis où les autorisations de construire avaient alors atteint près de 17 % de la production régionale, taux très nettement supérieur au poids démographique du département (environ 12,5 %). En données cumulées sur 12 mois, les autorisations régionales à mi 2006 dépassent le seuil de 50 000 logements, soit environ 6 % de plus que la situation à mi 2005.

Au premier semestre 2006, avec un décalage dans le temps pour la mise en œuvre des projets variant en moyenne de 12 à 18 mois et un taux d'abandon de l'ordre de 15 % par rapport aux autorisations de construire, les mises en chantier de logements amorcent un recul d'activités consécutif à la baisse des autorisations de construire constatée en 2005.

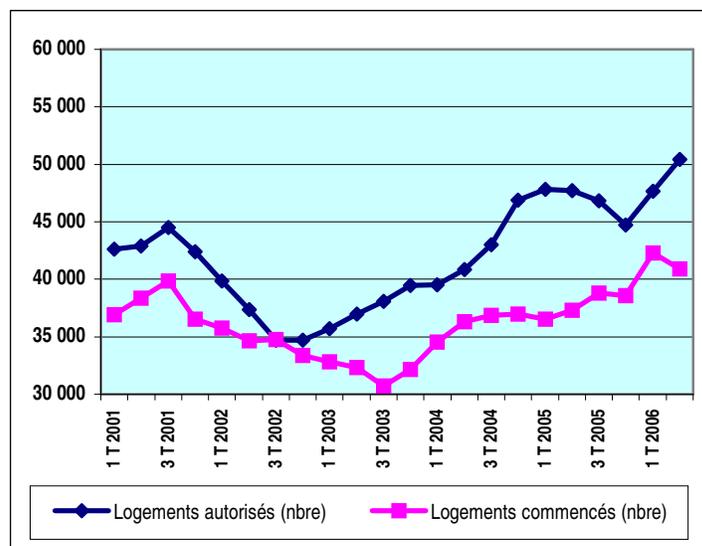
Seine-Saint-Denis

En données cumulées sur 12 mois



Ile-de-France

En données cumulées sur 12 mois



Source : Sitadel (DREIF) / DDE

LES MENAGES : L'investissement des ménages (4)

Marché des logements anciens

Le volume des ventes

En Seine-Saint-Denis, après trois trimestres 2005 exceptionnels qui ont permis de dépasser 14 000 ventes sur l'ensemble de l'année (soit + 18 % de hausse par rapport à 2004), le marché des appartements anciens du premier trimestre 2006 marque un ralentissement, sans toutefois descendre en-dessous du niveau du premier trimestre 2005 (près de 3 100 appartements vendus contre 3 000 un an plus tôt).

A la différence des appartements, le marché des maisons de l'année 2005 aura été marqué par un recul des ventes par rapport aux années précédentes : environ 5 300 maisons vendues, soit une baisse de 8 % sur un an. Au premier trimestre 2006, un peu plus de 1 200 maisons ont été vendues, soit un niveau équivalent au premier trimestre 2005.

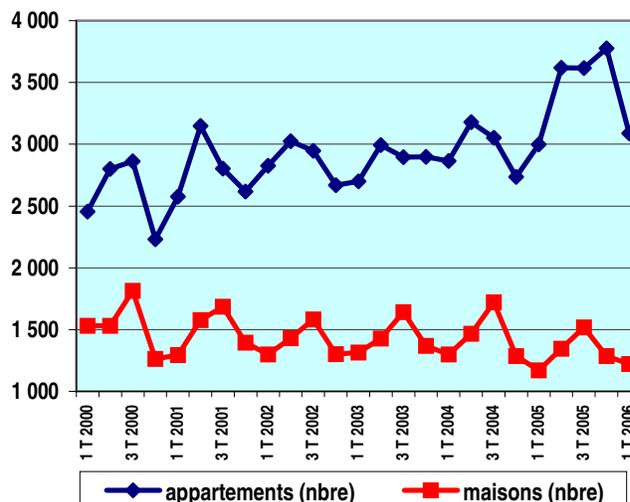
Prix de vente moyen des logements anciens

Après trois années de très forte hausse (+ 16 % en 2003, + 20 % en 2004 et + 29 % en 2005), le prix des appartements anciens vendus en Seine-Saint-Denis marque une pause au premier trimestre 2006 : le prix moyen atteint 2 569 €/m², soit une hausse limitée à 1 % sur un trimestre.

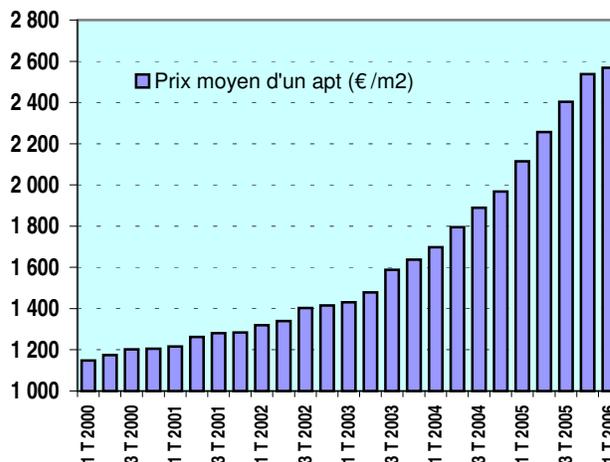
En revanche, le prix de vente moyen des maisons, dont la très forte progression est un peu plus récente que celle des appartements (+ 12 % en 2003, + 16 % en 2004 et + 31 % en 2005), se poursuit au premier semestre 2006 : approximativement de 285 000 €, il augmente de 7 % en un trimestre, évolution qui reste encore importante, même si elle est sans commune mesure avec la situation constatée au premier trimestre 2005 (+ 15 %).

Source : Sitadel (DREIF) / DDE

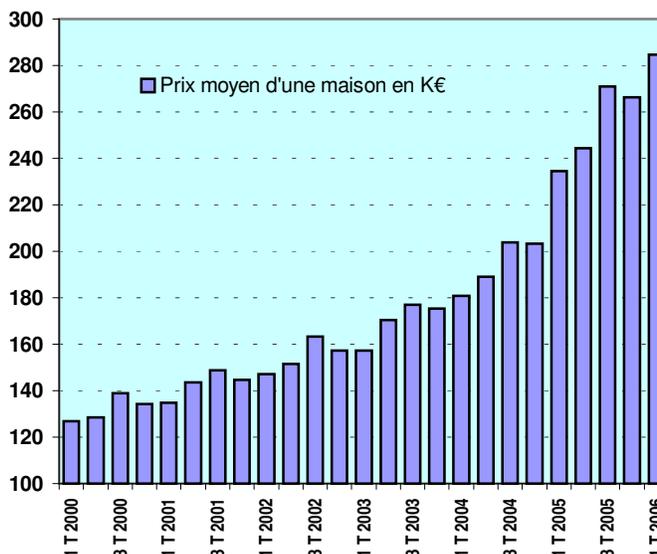
Commercialisation des logements anciens en Seine-Saint-Denis



Prix moyen des appartements vendus



Prix moyen des maisons anciennes vendues



LA VIE DE L'ENTREPRISE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis λ Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis λ Conseil Général de Seine-Saint-Denis λ Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis λ Tribunal de Commerce λ Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle λ URSSAF de Paris- Région Parisienne λ ASSEDIC de l'Est Francilien λ ANPE 93λ Direction départementale d'Equipement 93 λ Comité Départemental du Tourisme λ Banque de France de Seine-Saint-Denis λ Trésorerie Générale 93 λ Direction départementale des Services Fiscaux λ Direction régionale des Douanes de Paris-Est λ Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Démographie d'entreprise (1)

Evolution des enregistrements au registre des Commerces et des Sociétés pour la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2006 :

Augmentation de 5% en 2006 des immatriculations personnes morales, tassement voire baisse des immatriculations personnes physiques et sociétés civiles.

Niveau des demandes de modifications très important, mais conforme en regard des nouveaux textes de loi.

Les radiations reprennent leur niveau normal annuel après l'opération de balayage du fichier en 2005.

Sur les comptes annuels, nous sommes sur notre rythme, malheureusement pour 60 % de dépôts des comptes.

			Année 2003	Année 2004	Année 2005	Au 30 septembre 2006
Immatriculations	A	Pers. Physiques	1 636	1 668	1 532	1 098
	B	Pers. Morales	5 665	6 404	6 835	5 385
	C	G.I.E	17	18	16	12
	D	S.C.I	1 469	1 544	1 499	1 082
Total			8 787	9 634	9 882	7 577
Modifications			13 288	13 727	14 805	14 095
Radiations			7 338	6 477	10 332	5 904
Comptes annuels			18 874	16 727	17 663	12 617

Source : Tribunal de commerce 93

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Démographie d'entreprise (2)

Evolution des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises

Au cours du premier semestre 2006, 3 847 formalités ont été enregistrées contre 3 392 pendant la même période de 2005, soit une augmentation de 13.4 %.

Parmi ces 3 847 formalités, on compte 1 604 immatriculations au 30 juin 2006 pour 1 395 au 30 juin 2005, ce qui représente une hausse de 15 %.

La tendance des porteurs de projet à se diriger vers une forme sociale plutôt que vers l'entreprise individuelle continue à progresser : elle concerne maintenant 67.4 % des demandes d'immatriculation traitées.

Dans le même temps, le nombre des radiations a lui aussi augmenté, mais dans une proportion moindre (7.1 %).

Au 30 juin 2006, on observe un solde positif de 489 entreprises.

Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteur d'activité

Pour mémoire, les chiffres communiqués sur les trois premiers graphiques ci-dessous sont issus des mouvements enregistrés au Répertoire des Métiers. La répartition a été faite par code d'activité selon la nomenclature de l'INSEE (NAFA) en fonction de la répartition actuelle en quatre catégories.

Les chiffres du quatrième graphique s'analysent comme suit : il s'agit de l'état du fichier depuis sa création, arrêté à chaque fin de trimestre du 30 juin 2005 au 30 juin 2006.

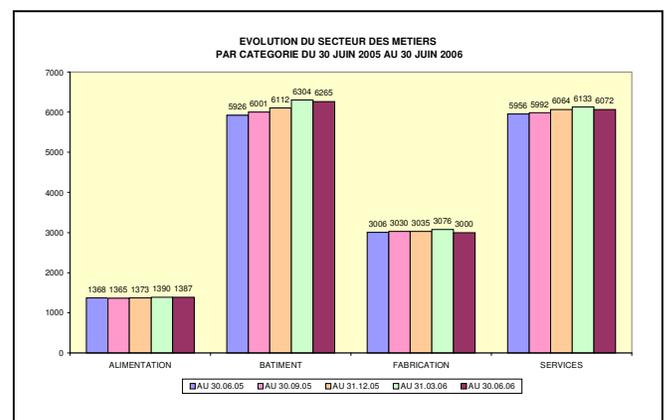
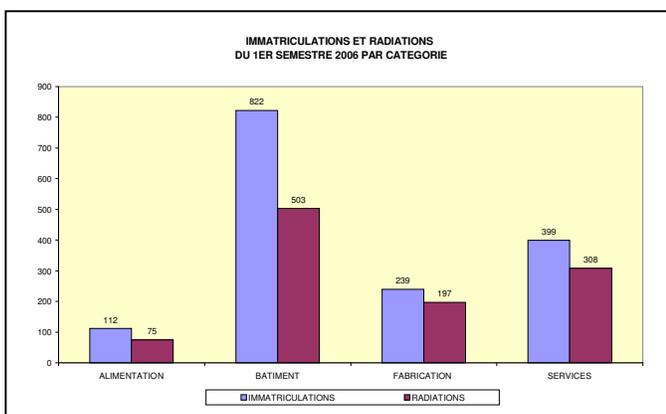
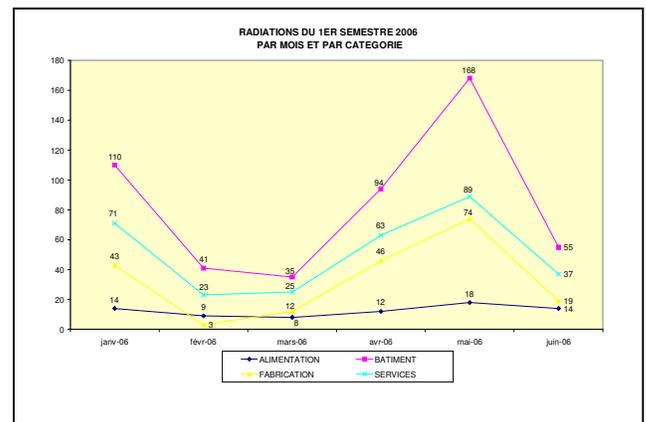
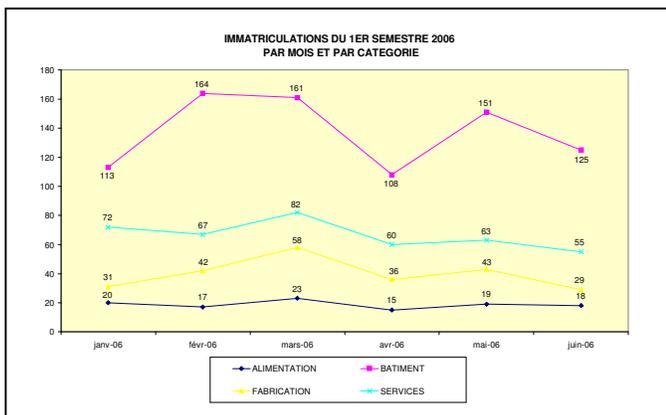
De manière générale, l'étude du Répertoire des Métiers par secteur d'activité montre que le nombre d'entreprises a progressé dans chacune des quatre catégories jusqu'au premier trimestre 2006, puis a légèrement diminué au deuxième trimestre.

Le secteur alimentaire est stable, voire en diminution, du fait de la difficulté propre à certains domaines comme celui de la viande.

Le bâtiment est le secteur le plus développé, mais cela ne reflète pas la fragilité relative des métiers du second œuvre qui le composent.

La fabrication est à l'image du secteur alimentaire, du fait des investissements importants que cela exige.

Les services restent la catégorie « fourre-tout » compte tenu de l'extrême diversité des activités recensées.



LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (1)

L'évolution des carnets de commandes et des stocks dans l'industrie

(avril 2006 – septembre 2006)

La tendance constatée par les industriels de Seine-Saint-Denis depuis plus d'un an, qui consistait fréquemment à se rapprocher d'une saturation des capacités de production, s'est estompée au cours du dernier semestre.

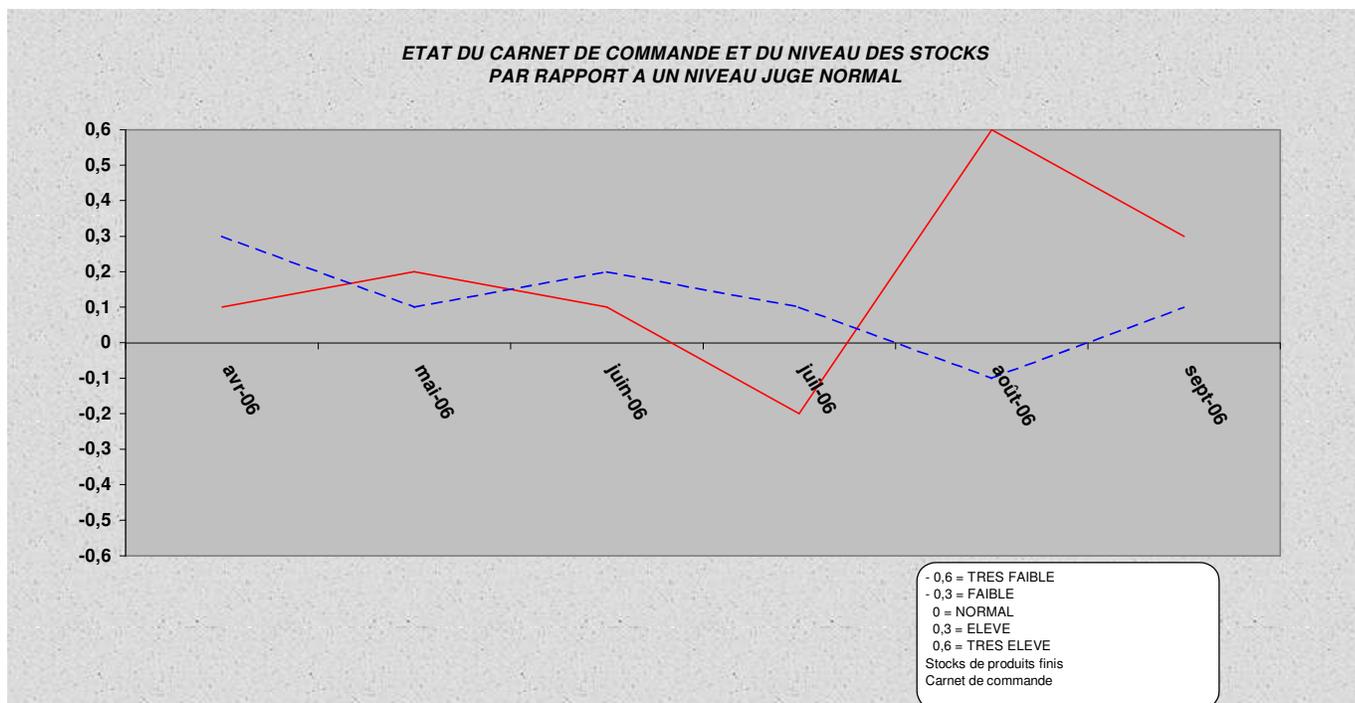
Il semblerait que l'irrégularité dans les prises de commandes soit de mise, avec de grandes fluctuations et une absence de lissage dans l'activité qui contraignent les fabricants à alterner les périodes creuses avec les périodes de fortes production, appuyées par du recours à l'intérim ou à la sous-traitance, voire à la mise en place ponctuelle de plusieurs équipes de travail.

Les carnets de commandes pâtiennent depuis plusieurs mois d'un très net ralentissement de la demande de la filière automobile, pénalisée par le repli du marché automobile en général, et pour les marques françaises en particulier.

Ce repli des prises de commandes dans ce secteur prépondérant s'est principalement fait sentir de mai à juillet, avec toutefois une relative bonne tenue des autres secteurs d'activité, sauf les biens intermédiaires qui sont restés en retrait.

L'industrie a connu une situation plutôt exceptionnelle en terme de carnets de commandes en août, grâce à la très bonne tenue des biens de consommation et des biens d'équipement. Ce sursaut de commandes émanait principalement du marché intérieur, et les nombreuses livraisons de produits finis en juillet et août ont permis de ramener les stocks à fin août à des niveaux jugés normaux.

Il semblerait toutefois, grâce à un bon niveau de commande enregistré à fin septembre, et à des anticipations toujours favorables de la demande, qu'une nouvelle phase de stockage soit entamée pour le début du dernier trimestre 2006.



Source : Banque de France / Industrie

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (2)

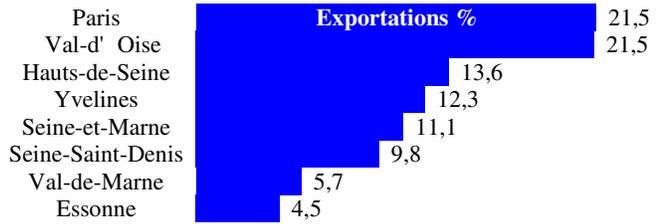
Le Commerce Extérieur en Seine-Saint-Denis au 2^{ème} trimestre 2006

Approche globale

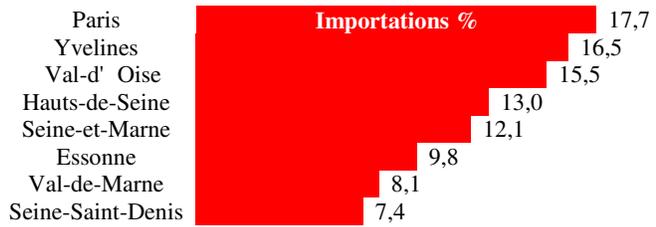
Les exportations de la Seine-Saint-Denis représentent au 2^{ème} trimestre 2006 9,8% des exportations de la région Ile-de-France, soit une baisse de 0,6% par rapport à l'année précédente.

Les importations de la Seine-Saint-Denis pour la même période représentent 12,1% de l'Ile-de-France, soit une hausse de 2,2%

Exportations 4 derniers trimestres en Ile de France



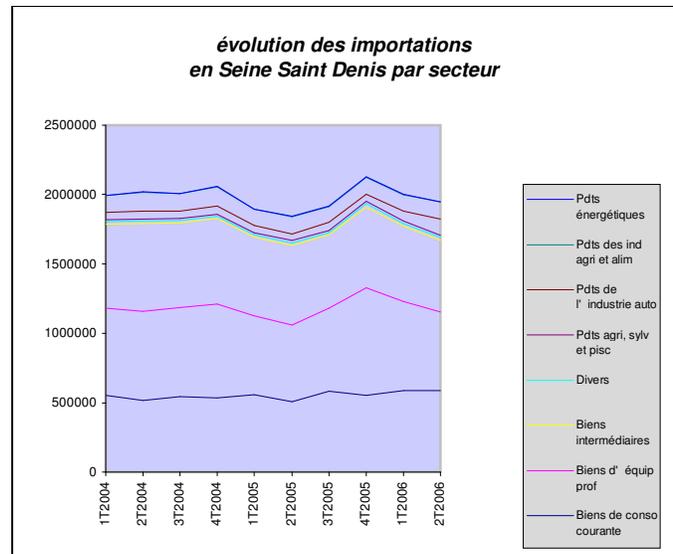
Importations 4 derniers trimestres en Ile de France



Approche sectorielle

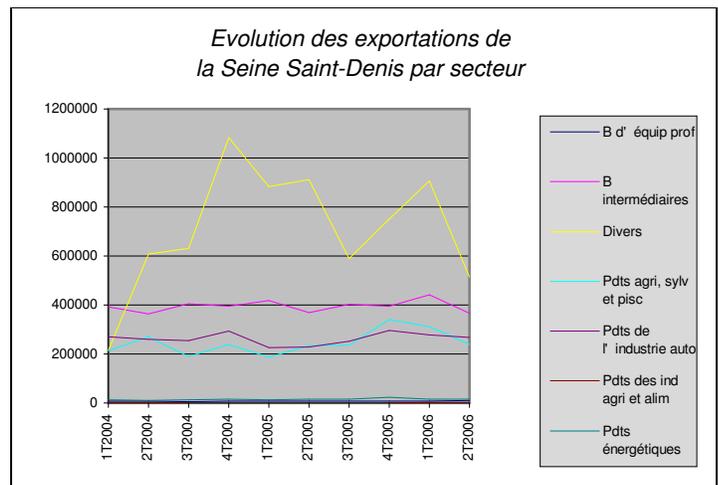
A l'importation les produits d'équipement professionnel accusent une baisse de 12,06% par rapport au semestre précédent, baisse confirmée au 2^{ème} trimestres de 12,20%.

L'industrie automobile confirme son augmentation + 77,15% entre le dernier semestre 2005 et le premier semestre 2006. Tendence confirmée, malgré un léger fléchissement au cours du 2^{ème} trimestre (+56,31%) par rapport au trimestre précédent.



Entre le dernier semestre 2005 et le 1^{er} semestre 2006, on constate une baisse des exportations des produits agricoles, alors que d'autres secteurs, accusent une forte baisse : biens de consommation courante -25,29%, produits énergétiques -15,40%

Le second trimestre 2006 fait apparaître un redémarrage des exportations dans les secteurs des biens de consommation courant +19,96%, dans les biens d'équipements professionnels (+25,89%) .



Source : Direction Régionale des Douanes de Paris-Est

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (3)

Le Commerce Extérieur en Seine-Saint-Denis au 2^{ème} trimestre 2006 (suite)

Approche géographique

Le principal partenaire du Commerce Extérieur de la Seine-Saint-Denis reste l'Europe avec 68,58% des exportations et 60,21% des importations.

A l'exportation :

Les principaux partenaires à l'exportation (hors Union Européenne) restent les Etats-Unis et le Japon. On observe toutefois pour les Etats-Unis une baisse qui se poursuit depuis plusieurs trimestres -7%, alors que les exportations vers le Japon se redressent + 10%.

Concernant les exportations de la Seine-Saint-Denis, on constate une baisse générale de 28% dans laquelle les pays de l'Union Européenne sont très concernés : l'Espagne -53,% entre le 1^{er} et le second trimestre, l'Italie -44%.

Importations de la Seine Saint-Denis par zone

Libelle	3T2005	4T2005	1T2006	2T2006
Total	1915	2127	2003	1958
Europe	1095	1307	1171	1179
Afrique	51	56	60	58
Amérique	162	176	176	152
Proche et Moyen-Orient	8	10	17	12
Asie	560	540	535	528
Divers	40	38	43	29
Union européenne	945	1147	1023	1017
Zone Euro	830	1007	884	852
ALENA	150	167	168	145
MERCOSUR	7	7	6	5
ASEAN	51	60	57	47

Principaux pays à l'importation

Pays	1T2006	2T2006	Evolution
Total	2 001 163	1 949 964	-2,56%
Allemagne	367 180	333 968	-9,05%
Chine	267 570	268 188	0,23%
Italie	156 549	146 776	-6,24%
Etats-Unis d'Amérique	144 162	124 578	-13,58%
Pays-Bas	119 382	122 283	2,43%
Belgique	77 596	83 401	7,48%
Japon	73 773	83 170	12,74%
Turquie	80 002	70 580	-11,78%
Espagne	71 358	69 394	-2,75%
Royaume-Uni	69 861	66 946	-4,17%

Principaux pays à l'importation

Exportations de la Seine Saint-Denis par zone en millions d'euros

Zone	3T2005	4T2005	1T2006	2T2006
Total	1510	1820	1966	1423
Europe	1124	1377	1516	976
Afrique	94	106	120	143
Amérique	101	134	124	121
Proche et Moyen-Orient	24	33	32	31
Asie	152	148	158	138
Divers	15	23	16	15
Union européenne	1030	1271	1402	844
Zone Euro	787	943	1148	649
ALENA	82	103	104	96
MERCOSUR	8	9	8	11
ASEAN	20	20	20	14

Principaux Pays à l'exportation

Pays	1T2006	2T2006	Evolution
Total	1 966 398	1 421 980	-28%
Espagne	373 203	175 137	-53%
Italie	266 013	149 581	-44%
Allemagne	132 258	124 852	-6%
Royaume-Uni	126 181	116 028	-8%
Belgique	198 619	86 993	-56%
Etats-Unis d'Amérique	91 587	85 563	-7%
Japon	47 603	52 403	10%
Algérie	41 647	49 037	18%
Pays-Bas	70 540	43 486	-38%
Suisse	46 066	37 516	-19%

A l'importation :

De même que l'an dernier, l'Allemagne reste notre principal fournisseur, même si une légère chute est observée : -9,05%. La Chine conforte sa deuxième position avec une augmentation de 0,23% pour ce deuxième trimestre. On note également une baisse des achats en provenance de la Turquie (- 11,38 %), des Etats-Unis (- 13,58 %).

Source : Direction Régionale des Douanes de Paris-Est

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (4)

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Seine-Saint-Denis (cf note méthodologique)

Chiffre d'affaires

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer.

Ce sont les secteurs du commerce de gros et de détail (43%), des services aux entreprises (12.9%) et des transports (7.6%) qui ont généré le plus de chiffre d'affaires sur les 8 premiers mois de l'année 2006.

<i>ANNEE</i>	<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>Evolution</i>
2002	97 055 084 190 €	/
2003	97 919 727 880 €	0,9%
2004	101 417 233 328 €	3,6%
2005	108 141 511 823€	6,6%
2006	34 497 730 949 € au 31 août 2006 (33 554 697 337 € au 31 août 2005)	2.8%

Rappel : + 1,01% entre le 31/08/2004 et le 31/08/2005.

TVA brute totale

Il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6% (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche ... prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

<i>ANNEE</i>	<i>TVA brute</i>	<i>Evolution</i>
2002	13 817 432 235€	/
2003	14 115 310 027€	2,2%
2004	14 665 505 785€	3,9%
2005	15 249 624 808€	4,0%
2006	5 854 081 156 € au 31 août 2006 (5 679303 313 € au 31 août 2005)	3.8%

Rappel : + 1,2 % entre le 31/08/2004 et le 31/08/2005.

En montant de TVA brute, ce sont toujours les 3 mêmes secteurs d'activités qui arrivent en tête : le commerce de gros (de l'ordre de 42 %) les services aux entreprises (13.4%) puis le commerce de détail (7,06%).

TVA déductible sur immobilisations

Par principe, la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable est déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère, notamment, sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est à dire en termes généraux des investissements.

Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

<i>ANNEE</i>	<i>TVA déductible sur immobilisations</i>	<i>Evolution</i>
2002	892 095 539 €	/
2003	1 078 208 507 €	20,9 %
2004	978 726 042 €	- 8,8 %
2005	905 165 724 €	- 9,2 %
2006	202 598 103 € au 31 août 2006 (185 173 114 € au 31 août 2005)	9,4 %

Rappel : - 20,84 % entre le 31/08/2004 et le 31/08/2005.

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (5)

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Seine-Saint-Denis (suite)

TVA nette due

Il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises auxquelles il convient d'ajouter les redressements de TVA payés suite à contrôle fiscal.

Les sommes effectivement encaissées sont d'un montant inférieur à celui déclaré dans la mesure où certaines entreprises ne versent pas au Trésor public la TVA due du fait de la conjoncture ou du comportement des dirigeants. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement du service des impôts.

<i>ANNEE</i>	<i>TVA nette due</i>	<i>Evolution</i>
2002	4 155 174 406 €	/
2003	4 264 400 927 €	2,6 %
2004	4 457 932 428 €	4,5 %
2005	4 720 824 039 €	5,9 %
2006	1 812 687 171 € au 31 août 2006 (1 877 877 484 € au 31 août 2005)	- 3,47 %

Source : Direction des services fiscaux 93

SYNTHESE

Données globales : Seine-Saint-Denis (en milliards d'euros)

ANNEE	Chiffre d'affaires	TVA Brute (application des taux de TVA)	TVA déductible sur immobilisations	TVA nette due
2002	97,05	13,81	0,89	4,15
2003	97,92	14,11	1,08	4,26
2004	101,42	14,67	0,98	4,46
2005	108,14	15,25	0,90	4,72
Au 31 août 2006	34,50	5,85	0,20	1,81

Données globales : Région Ile de France (en milliards d'euros)

Année	Chiffre d'affaires	TVA Brute (application des taux de TVA)	TVA déductible sur immobilisations	TVA nette due
2005	1777,17	244,45	16,70	70,34
Au 31 août 2006	1231,50	170,86	12,57	48,65

Nota : les entreprises ou groupes dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 400 millions d'euros versent leur TVA à la « Direction des grandes entreprises ». Pour les autres, c'est à la Direction des services fiscaux territorialement compétente qu'il y a lieu de payer la TVA.

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (1)

Marché des locaux d'activités

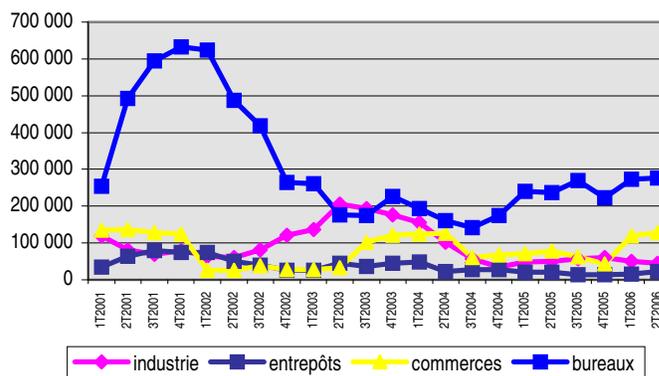
En Seine-Saint-Denis, au premier semestre 2006, près de 290 000 m² de locaux destinés aux entreprises ont été autorisés à la construction, soit 18 % des projets en Ile-de-France. Ce volume représente déjà plus de 80 % des autorisations de construire de chacune des deux années précédentes, marquées par un retrait de l'activité.

Les projets de bureaux continuent de représenter une part importante de l'activité de la construction. Ainsi, en Seine-Saint-Denis, comme au semestre précédent, environ 140 000 m² de bureaux ont été autorisés, soit 22% des projets tertiaires en Ile-de-France et 48% de tous les projets de locaux du département.

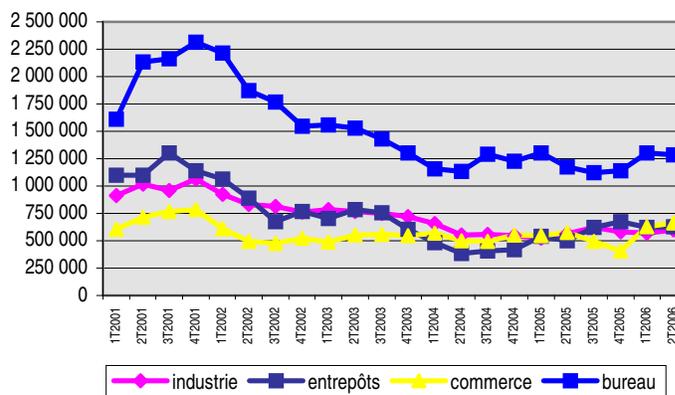
Comparativement, dans les Hauts de Seine, un peu plus de 170 000 m² de bureaux ont été autorisés au premier semestre 2006, soit 28 % des projets tertiaires de la région, mais 80 % des projets de locaux du département. En grande couronne, un peu plus de 240 000 m² de projets de bureaux ont été autorisés (39 % des projets tertiaires en Ile de France), soit à peine plus du quart de l'ensemble des projets de construction de locaux.

Au niveau départemental comme au niveau régional, la surprise du semestre provient de la production des locaux commerciaux : celle-ci représente respectivement près de 40 % et 30 % des autorisations de construire de locaux (contre environ 10 % au semestre précédent). Le projet du centre commercial de la Porte d'Aubervilliers (75 000 m² autorisés en novembre 2005 mais pris en compte dans la base statistique au premier semestre 2006) représente à lui seul plus de la moitié des surfaces autorisées dans le département.

Construction de locaux d'activités
en Seine-Saint-Denis
(surfaces autorisées en données cumulées sur 12 mois)



Construction de locaux d'activités
en Ile-de-France
(surfaces autorisées en données cumulées sur 12 mois)



Source : Sítadel (DREIF) / DDE

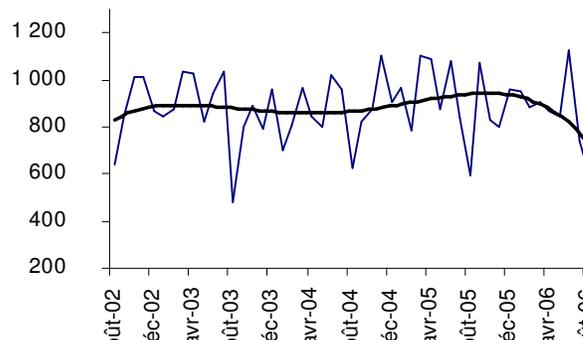
Véhicules utilitaires

Le cumul des immatriculations de janvier à août 2006 en Seine-Saint-Denis (6 919) reste inférieur à aux chiffres de 2005 (7 331) mais supérieurs à 2004 (6 732).

L'Ile-de-France (52 687) obtient, quant à elle, des résultats inférieurs à 2005 (53 555) et 2004 (53 411).

Le marché français connaît, sur la même période, une légère hausse (329 876) par rapport à 2005 (319 927) et 2004 (305 985).

VEHICULES UTILITAIRES en Seine-Saint-Denis

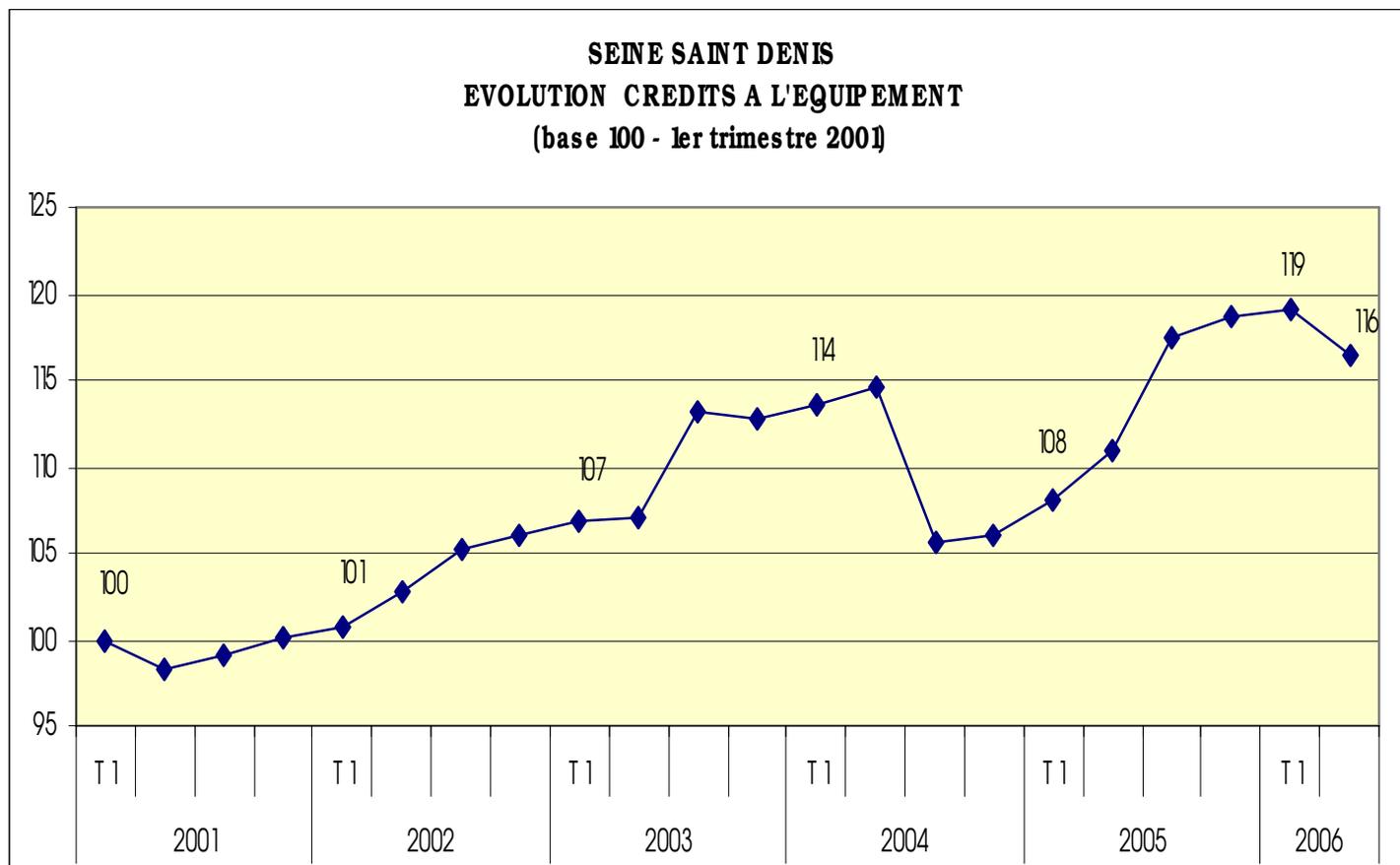


Source : Préfecture 93 / Direction régionale de l'Équipement

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (2)

Crédits à l'équipement des entreprises

La reprise constatée depuis le troisième trimestre 2004 et qui a perduré en 2005 (+10,2 % en glissement annuel) semble marquer une pause et se stabiliser au cours du premier semestre 2006 à un niveau supérieur toutefois de 4,5% si on compare le 2^{ème} trimestre 2006 par rapport au même trimestre 2005.



Source : Banque de France



LES SERVICES

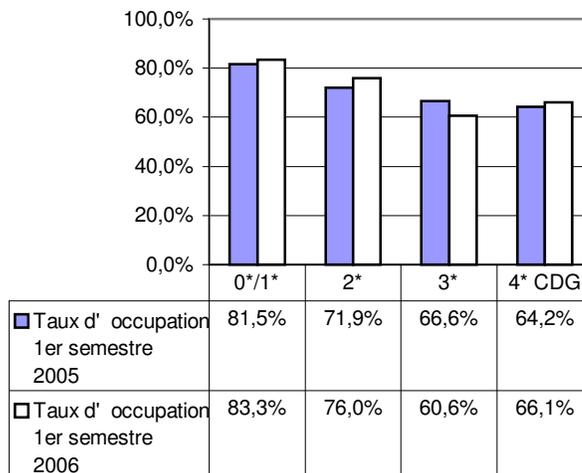
Préfecture de la Seine-Saint-Denis λ Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis λ Conseil Général de Seine-Saint-Denis λ Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis λ Tribunal de Commerce λ Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle λ URSSAF de Paris- Région Parisienne λ ASSEDIC de l'Est Francilien λ ANPE 93λ Direction départementale d'Equipement 93 λ Comité Départemental du Tourisme λ Banque de France de Seine-Saint-Denis λ Trésorerie Générale 93 λ Direction départementale des Services Fiscaux λ Direction régionale des Douanes de Paris-Est λ Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

LES SERVICES : L'hôtellerie

Au premier semestre 2006, pratiquement tous les indicateurs d'activité de l'hôtellerie du territoire témoignent d'une amélioration de ses résultats.

Le taux d'occupation continue de croître de

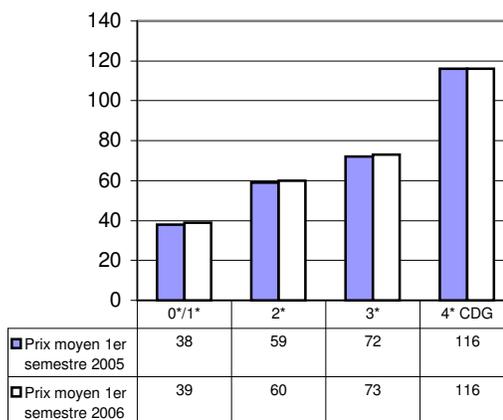
- 1,8 points pour l'hôtellerie super économique
- 4,1 points pour l'hôtellerie économique
- 1,1 points (en résultat corrigé) pour l'hôtellerie moyenne gamme
- 1,9 points pour l'hôtellerie haut de gamme de la plateforme de Roissy.



le taux d' occupation des 3 étoiles pour 2006 est altéré par la fermeture pot travaux de 300 chambres au Novotel de Bagnole ; corrigé des effets de cette fermeture provisoire le taux d' occupation s' établit à 67,7 %

Les prix moyens sont orientés à la hausse de :

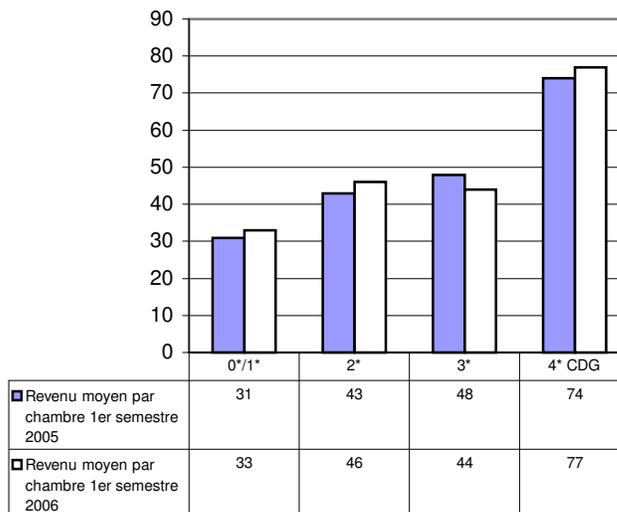
- 2,6 % (de 38 à 39 €) pour les hôtels super économiques
- 1,7 % (de 59 à 60 €) pour les hôtels économiques
- 1,4 % (de 72 à 73 €) pour les hôtels de moyenne gamme
- ils sont stabilisés pour les hôtels haut de gamme à 116 €



Il en résulte une amélioration notable du revenu par chambre de :

- 6,5 % (de 31 à 33 €) pour les 0/1 étoiles
- 7 % (de 43 à 46 €) pour les 2 étoiles
- 4,1 % (de 74 à 77 %) pour les 4 étoiles

Le résultat net du revenu par chambre des 3 étoiles de -8,3 % (de 48 à 44) est affecté par l'indisponibilité provisoire de 300 unités pour cause de travaux du Novotel de Bagnole.



LES SERVICES : EVOLUTION DE LA CONJONCTURE DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS EN SEINE-SAINT-DENIS

Avril – Septembre 2006

Si les mois d'avril et mai ont été relativement calmes en terme de demande, les sociétés de transport de Seine-Saint-Denis ont toutefois constaté une intensification du trafic au cours des derniers mois du semestre sous revue.

En effet, si le caractère saisonnier de l'atonie du marché en avril et mai ne fait aucun doute, avec les nombreux reliquats de congé couplés au traditionnel enchaînement des jours fériés, la reprise de la demande constatée à partir du mois de juin est le fruit d'une progression des échanges commerciaux.

Ce constat est valable malgré un repli au mois d'août, habituellement constaté, un peu plus brutal que de coutume.

Le dynamisme du secteur du bâtiment a permis aux transporteurs routiers d'assurer de nombreux contrats au cours de l'été, grâce également à un secteur « logistique » en pleine expansion.

Et de la même manière, une consommation des ménages toujours soutenue a généré des échanges en nette progression dans le secteur des biens de consommation, même si cette embellie a été pénalisée par le repli de la demande de toute la filière « construction automobile », et une régression des commandes concernant la filière « messagerie »

La bonne tendance des indicateurs d'activité du secteur du transport routier ne peut toutefois pas masquer les difficultés croissantes rencontrées par les sociétés de transport.

La difficulté première concerne la hausse sensible des prix du carburant, qui pénalise lourdement les marges et qui met en danger un certain nombre de structures, déjà fragiles financièrement, qui n'ont pas toujours la possibilité de répercuter cette hausse des coûts sur les prix de vente.

A ce problème strictement financier, vient s'ajouter un problème qui devient structurel pour ce secteur, à savoir une pénurie flagrante de main d'œuvre, voire de sous-traitants (principalement les patron - chauffeur) qui ne permettent pas de répondre à la demande de façon optimale.

En terme de prévisions, il semblerait que le secteur anticipe un maintien de la demande au niveau correct actuel, en principe jusqu'à la fin de l'année.



INDICATEURS D'ATTRACTIVITE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis λ Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis λ Conseil Général de Seine-Saint-Denis λ Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis λ Tribunal de Commerce λ Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle λ URSSAF de Paris- Région Parisienne λ ASSEDIC de l'Est Francilien λ ANPE 93λ Direction départementale d'Equipement 93 λ Comité Départemental du Tourisme λ Banque de France de Seine-Saint-Denis λ Trésorerie Générale 93 λ Direction départementale des Services Fiscaux λ Direction régionale des Douanes de Paris-Est λ Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

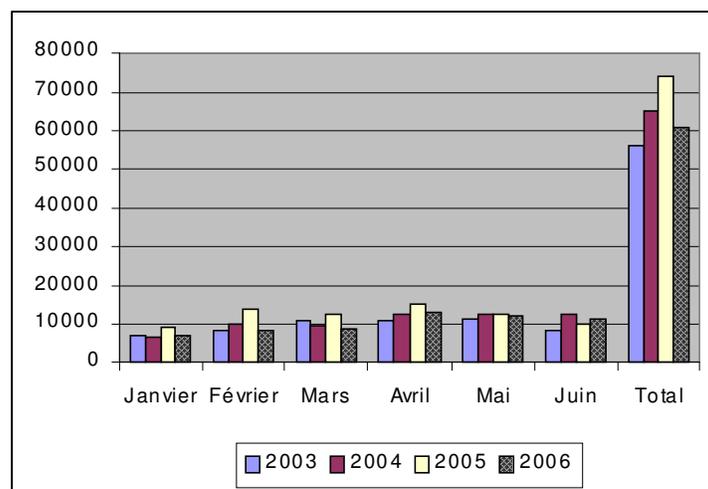
Indicateurs d'attractivité (1)

La Basilique de Saint-Denis

Fréquentation 1er semestre :

Au premier semestre 2006, la Basilique de Saint-Denis voit un net recul du nombre de ses visiteurs par rapport à la même période en 2005 au cours de laquelle la fréquentation avait été dopée par le succès de l'exposition temporaire Basilique secrète.

Le chiffre de 2006 est également inférieur à celui de 2004.



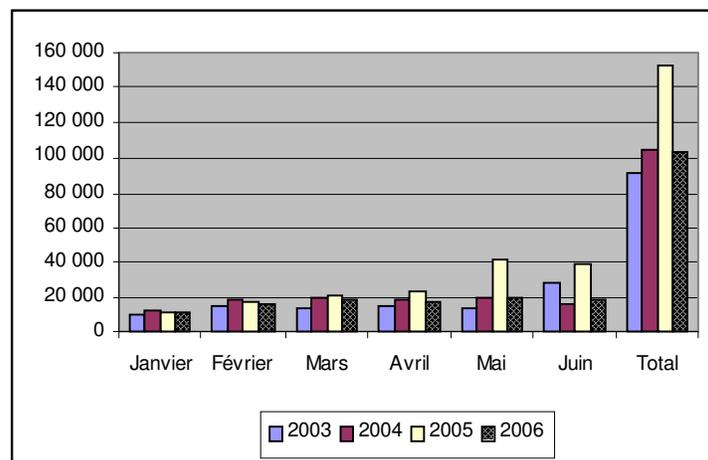
Source : Caisse des Monuments Historiques

Musée de l'air et de l'espace

Fréquentation 1er semestre :

Après une année 2005 dynamisée par le Salon international de l' aéronautique et de l'espace et par l'exposition « Et voilà le travail » en mai et juin, le Musée de l'air et de l'espace connaît au premier semestre une fréquentation en net reflux.

Malgré l'organisation de plusieurs évènements pendant cette période, sa fréquentation est revenue à un niveau comparable à celle de 2004.

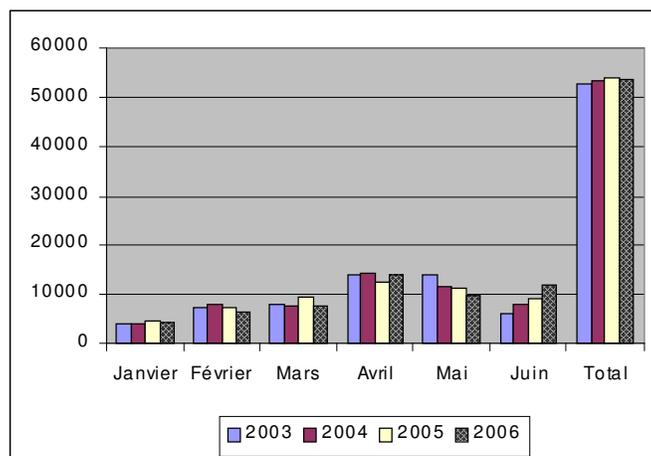


Source : Musée de l'Air et de l'Espace du Bourget.

Stade de France

Fréquentation 1er semestre :

Depuis la mise en place d'une nouvelle formule de visite, le Stade de France confirme une stabilisation de sa fréquentation touristique.



Source : Stade de France

Indicateurs d'attractivité (2)

Chiffres clés « salons » sur le Parc des expositions de Paris Le Bourget

Malgré la tenue du Salon international de l'aéronautique et de l'espace en 2005, l'activité 2005 est relativement contrastée par rapport à 2004 : moins de salons et de visiteurs mais plus d'exposants. La diminution du nombre de salons est notamment liée aux travaux de rénovation du hall 4 et à la reconstruction du hall 5. Ainsi, depuis que le parc de Paris Le Bourget a été repris par la Société d'exploitation du parc des expositions de Paris-Nord Villepinte, 35 millions d'euros ont été investis pour sa rénovation. Ces investissements commencent à porter leurs fruits en 2006 et continueront à le faire en 2007. En effet, ils ont permis le lancement du Paris Moto Show et de Planète Meuble au début de l'année et les transferts à venir de salons tels que Texworld ou encore le salon International de la maquette. Le parc du Bourget accueillera également à partir du 28 octobre, et durant une semaine, la 1^{ère} édition de la Foire d'automne.

	2005	2004
Nombre de salons	18	22
<i>dont professionnels</i>	13	15
Nombre d'exposants	6 000	4 000
<i>dont exposants étrangers</i>	NC	350
Nombre de visiteurs	850 000	870 500
<i>dont visiteurs étrangers</i>	NC	48 000

Source : CCIP-SEPLB, données arrondies au millier le plus proche.

Chiffres clés « salons » sur le Parc des expositions de Paris-Nord Villepinte

Le calendrier de Paris-Nord Villepinte est constitué uniquement de salons professionnels et pour la plupart biennaux. Cette spécificité impose de comparer les années paires entre elles et les années impaires entre elles. Ainsi, 2005 s'est révélée être une bonne année malgré la baisse du nombre de visiteurs (due notamment à la tenue en 2003 d'INTERMAT, salon triennal – n'ayant donc pas eu lieu en 2005 – qui avait attiré à lui seul 134 090 visiteurs. A l'heure actuelle, le parc est en travaux pour une extension de 15 000 m² qui s'ajouteront aux 191 000 m² actuels de halls. Les exposants et visiteurs pourront découvrir ces nouveaux équipements lors de la session de janvier 2007 de Maison&Objet.

	2005	2004	2003
Nombre de salons	34	44	30
<i>dont professionnels</i>	34	44	30
Nombre d'exposants	26 000	29 000	20 500
<i>dont exposants étrangers</i>	9 000	13 000	8 000
Nombre de visiteurs	906 000	977 000	1 085 000
<i>dont visiteurs étrangers</i>	290 000	338 000	351 000

Source : CCIP-SEPN, données arrondies au millier le plus

Indicateurs d'attractivité (3)

TRANSFERTS DE SIEGES SOCIAUX

Attractivité de la Seine-Saint-Denis pour les entreprises (mesurée par le solde net des installations de sièges sociaux)

En 2003 et 2004, nous avons enregistré un solde net positif des installations de sièges sociaux dans le département (respectivement 32 et 58).

En 2005, le solde était négatif de 10, traduisant néanmoins une attractivité différente du Nord et du Sud du département (+33 et -43 respectivement).

En 2006 et jusqu'à fin août, l'attractivité de la Seine-Saint-Denis se confirme : ainsi, le solde est positif (18) mais traduit toujours une forte disparité entre le Nord et le Sud : en effet, dans le Nord, le solde est positif de 43 tandis que le Sud présente un solde négatif de 25.

Cette analyse se trouve confortée si nous analysons plus précisément la taille des entreprises qui ont fait l'objet d'un transfert de leur siège social.

En effet, le nord du département présente un solde encore plus nettement positif pour les grandes entreprises (arrivée de : Arcelor et ses filiales ; Etablissement Français du sang ; Boyriven dans le secteur automobile, par exemple) tandis que le Sud faisait face au départ de plus d'entreprises (Groupe Picot ; Holcim Béton par exemple).

Source : Banque de France de Seine-Saint-Denis



L'EMPLOI

Préfecture de la Seine-Saint-Denis λ Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis λ Conseil Général de Seine-Saint-Denis λ Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis λ Tribunal de Commerce λ Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle λ URSSAF de Paris- Région Parisienne λ ASSEDIC de l'Est Francilien λ ANPE 93λ Direction départementale d'Equipement 93 λ Comité Départemental du Tourisme λ Banque de France de Seine-Saint-Denis λ Trésorerie Générale 93 λ Direction départementale des Services Fiscaux λ Direction régionale des Douanes de Paris-Est λ Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

L'EMPLOI : Le marché du travail (1)

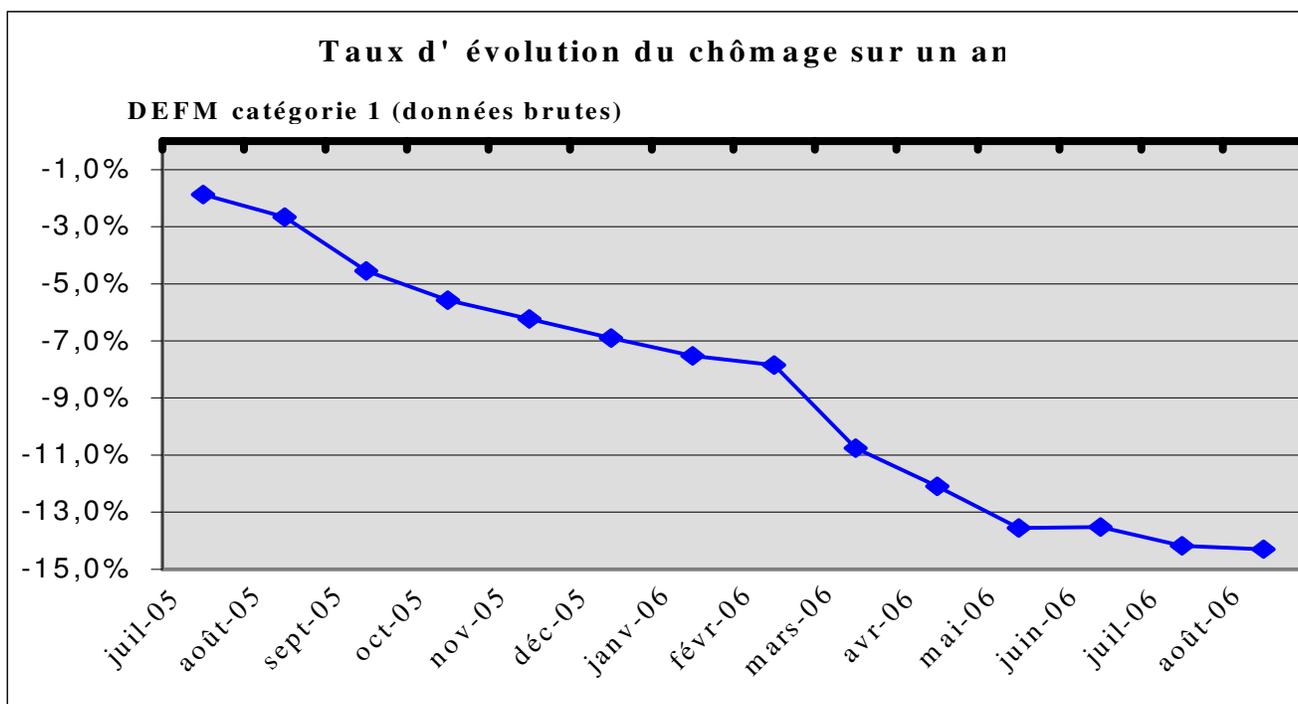
Les demandes d'emplois en fin de mois et demandes d'emplois enregistrées

Situation août 2006	Valeur	Evolution 2006/2005
a) Demande d'emploi fin de mois catégorie 1 :		
- dont chômeurs longue durée	78 499	- 14,30 %
- dont jeunes < 25 ans	27 129	- 13,70 %
- dont cadres	9 775	- 17,00 %
- dont femmes	3 941	11,70 %
- dont femmes	37 293	- 13,40 %
b) Demande d'emploi enregistrée catégorie 1 (cumul annuel au dernier mois connu) :		
- dont jeunes – 25 ans	98 335	- 2,90 %
- dont femmes	21 435	- 3,20 %
- dont femmes	45 696	- 1,80 %

Source : ANPE 93

Les taux d'évolution du chômage sur un an

Les taux d'évolution du chômage sur un an des demandeurs d'emploi ne cesse de diminuer, passant de -2,7% en août 2005 à -14,3% en août 2006.



Source : Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle 93

L'EMPLOI : Le marché du travail (2)

Les offres d'emplois enregistrées OEE), satisfaites et annulées

Situation août 2006	Valeur	Evolution 2006/2005
Offres d'emploi enregistrées (cumul annuel au dernier mois connu) :	35845	+ 11,1 %
- dont nature du contrat emploi durable	20939	+ 22,1 %
- dont nature du contrat emploi temporaire	10777	+ 4,5 %
- dont nature du contrat emploi occasionnel	4129	- 14,0 %
Offres d'emploi satisfaites (cumul annuel au dernier mois connu)	29262	+ 13,8 %
Offres annulées (cumul annuel au derniers mois connu)	5147	+ 6,6 %

Source : ANPE 93

Les autres caractéristiques

Situation août 2006	Valeur	Evolution 2006/2005
Les principaux secteurs recruteurs (base NAF 15)		
Service marchand	17 516	+ 6,3 %
Service non marchand	5 698	+ 23,1 %
Commerce	5 282	+ 18,4 %
BTP	2 556	+ 24,5 %
Transport	2 171	- 0,5 %
Le recueil des offres par taille d'entreprises		
0 salariés	1 893	+ 33,9 %
1 à 5 salariés	9 759	- 5,5 %
6 à 10 salariés	3 378	+ 12,1 %
20 à 49 salariés	9 868	+ 39,0 %
50 à 99 salariés	2 415	+ 19,7 %
100 à 199 salariés	2 020	- 18,3 %
200 salariés et +	1 793	- 1,1 %
500 salariés et +	3 022	+ 6,1 %
Non précisé	1 692	+ 36,4 %
Les principaux métiers recherchés par les entreprises offreuses		
Personnel des services administratifs	3 792	
Professionnel du spectacle	2 744	
Personnel des services aux entreprises	2 629	
Personnel du service à la personne	2 451	
Conducteur de transport	2 118	
Personnel des forces de vente	2 079	
Personnel de la vente	1 884	
Personnel de la restauration	1 824	
Personnel logistique transport	1 488	
Personnel de la distribution	1 258	
BTP Second œuvre	1 245	
Professionnel intervention sociale et culturel	1 204	
Professionnel formation initiale	987	
BTP Gros œuvre	962	
Personnel d'entretien maintenance	938	

Source : ANPE 93

L'EMPLOI : Le marché du travail (3)

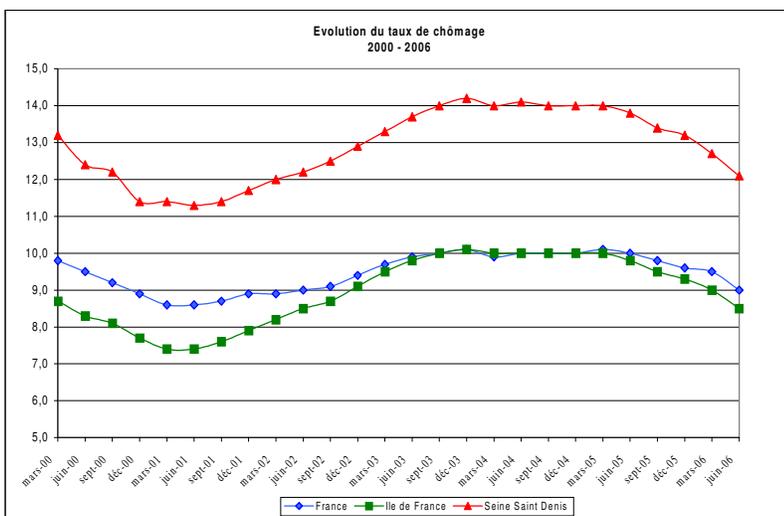
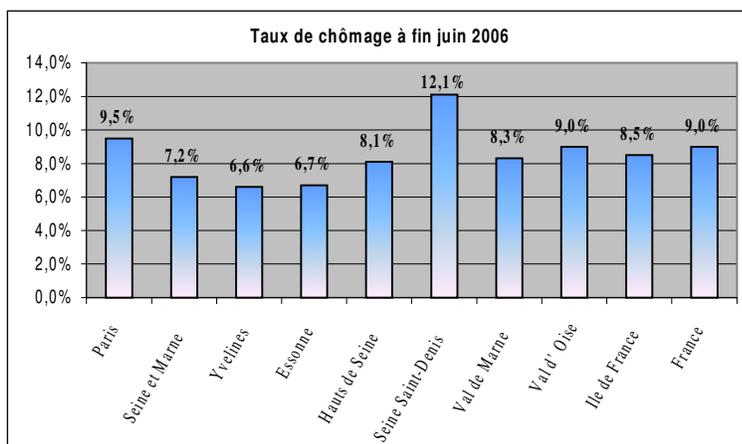
Taux de chômage

A la fin juin 2006 (dernière donnée disponible de l'INSEE), le taux de chômage, au sens du BIT, s'élève en Seine-Saint-Denis à 12,1% (contre 8,5% en Ile de France et 9% en France métropolitaine).

La courbe de l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis décroît depuis juin 2005, suivant celle de la Région Ile de France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé. Cependant, depuis cette date, les baisses enregistrées par le département sont parmi les plus importantes observées en Ile de France et en France

Au 2^{ème} trimestre 2006, le taux de chômage en Seine-Saint-Denis était de **12,1%**, soit -0,6 point par rapport au **1^{er} trimestre 2006** (contre -0,5 en région Ile de France et en France métropolitaine) et **-1,7 point sur un an** (contre respectivement -1,3 en région Ile de France et -1,0 en France métropolitaine).

Source : DDTEFP

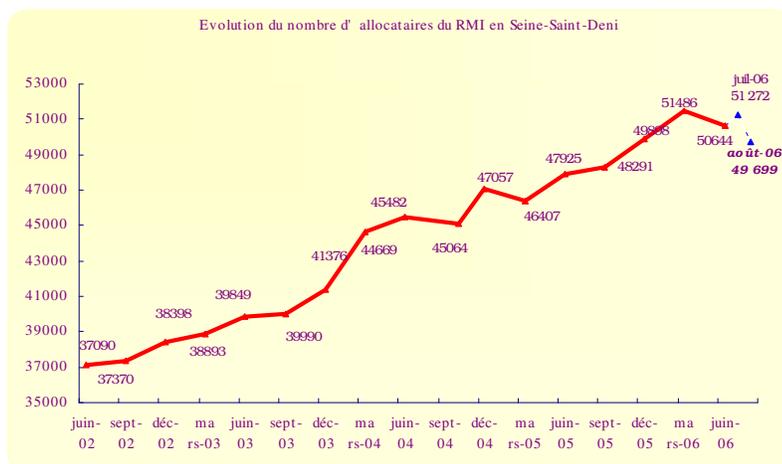


Le nombre de bénéficiaires du RMI

Le nombre d'allocataires (payés) du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) s'élève en juillet 2006 à 51 272 en Seine-Saint-Denis. En mars et juin 2006, on comptait respectivement 51 486 et 50 644 allocataires. Soit une augmentation de 1,2 % en juillet et une baisse de 0,4 % entre mars et juillet.

Par rapport à décembre 2005, le nombre d'allocataires du RMI payés en juillet 2006 est en augmentation de 2,8 %.

Période	Droits ouverts	Droits payés	Droits suspendus
Août 2006	59 954	49 699	10 255



Source : CAF et Conseil Général 93

L'EMPLOI : Le marché du travail (4)

Les contrats d'insertion

Evolution du nombre de contrats d'insertion et du nombre de reprise par l'activité déclarés*				
		Cumul Année 2005	mars-06	juin-06
NBde contrats d'insertion signés		14 839	1311	1352
NB des reprises d'activités (déclarés)		1 538	162	194
Taux de reprise d'activité		10,36	12,36	14,30

Sources : CG93/Caisse d'Allocations Familiales

* Le nombre de reprises par l'activité est ici inférieur à la réalité en raison du mode de comptage. Ne sont prises en compte, que les personnes ayant déclaré une reprise d'activité

Les reprises d'activité selon le type de contrat en mars 2006

En juin 2006, le nombre de reprises d'activité déclaré est supérieur à celui enregistré en décembre 2005.

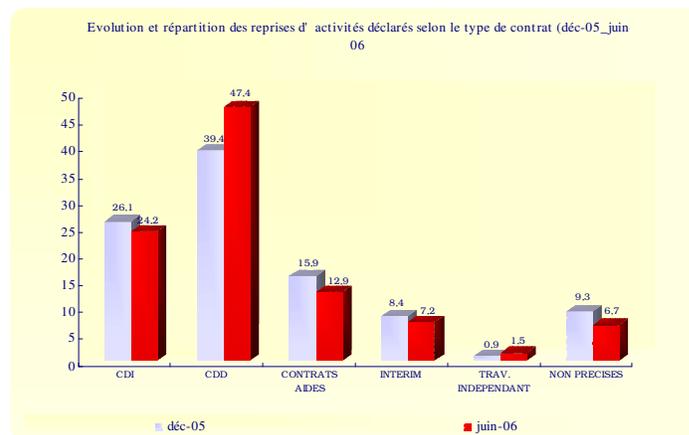
En effet, on compte 194 reprises d'activité au deuxième trimestre 2006 contre 226 en fin d'année 2005.

Sur la qualité des emplois retrouvés, les résultats en juin sont plus contrastés.

Les CDI et les contrats aidés sont en baisse respectivement de -1,9 et 3 points, tandis que les CDD sont en progression de + 5 points.

Quant aux emplois intérimaires, ils baissent de 1,2 point.

Enfin, le nombre de travailleurs indépendants gagne + 0,6 point.

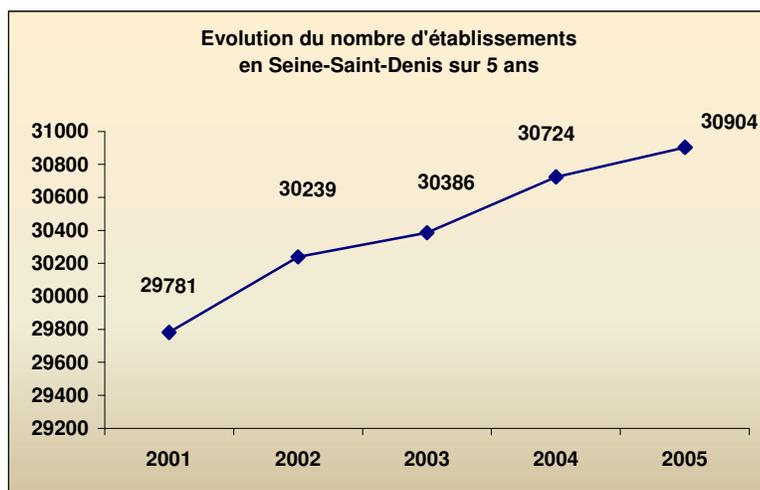


Sources : CG93 - Caisse d'Allocations Familiales

L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (1)

Evolution du nombre d'établissements

Depuis cinq ans, le nombre d'établissements augmente chaque année en Seine-Saint-Denis et en 2005, il s'est accru de 3,8%, passant de 29 781 à 30 904, soit un gain de 1 123 entreprises.

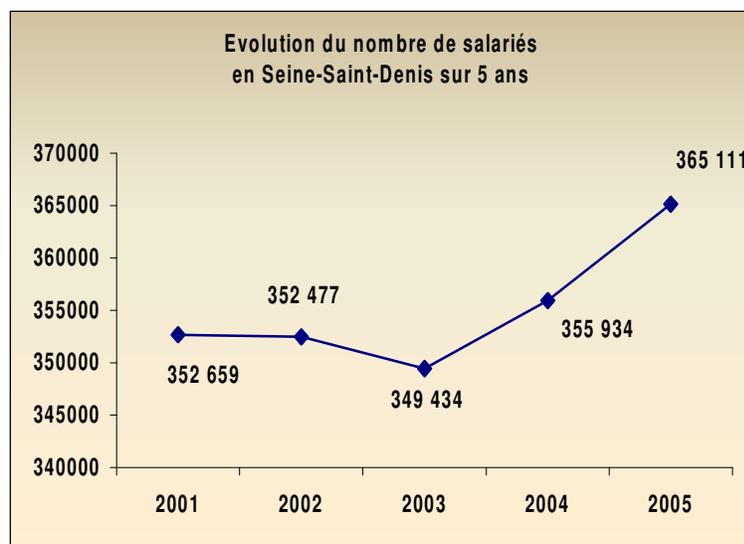


Source : DDTEFP / Groupement des ASSEDICS de la Région Parisienne

L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés

Pour la 2^{ème} année consécutive, le nombre d'emplois est reparti à la hausse. En 2005, comme en 2004, les augmentations enregistrées dans le département (respectivement +2,6% et +1,8) sont les plus élevées de la région Ile de France.

En cinq ans, le nombre de salariés en Seine-Saint-Denis s'est accru de 3,5% (soit un gain de 12 452) passant de 352 659 à 365 111 salariés.



Source : DDTEFP / Groupement des ASSEDICS de la Région Parisienne

L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (2)

Les Déclarations Uniques d'Embauches (DUE) par secteur d'activités, par sexe et par tranche d'âge

La tendance à la hausse des déclarations uniques d' embauches se poursuit au 1er semestre 2006 avec une augmentation globale de 13,91% par rapport au 1er semestre 2005. Progression constatée dans tous les secteurs d' activités, mais plus importante dans les secteurs de l' indust et de la construction.

La répartition des DUE est constante : comme en 2005, le secteur des services représente 80% des DUE.

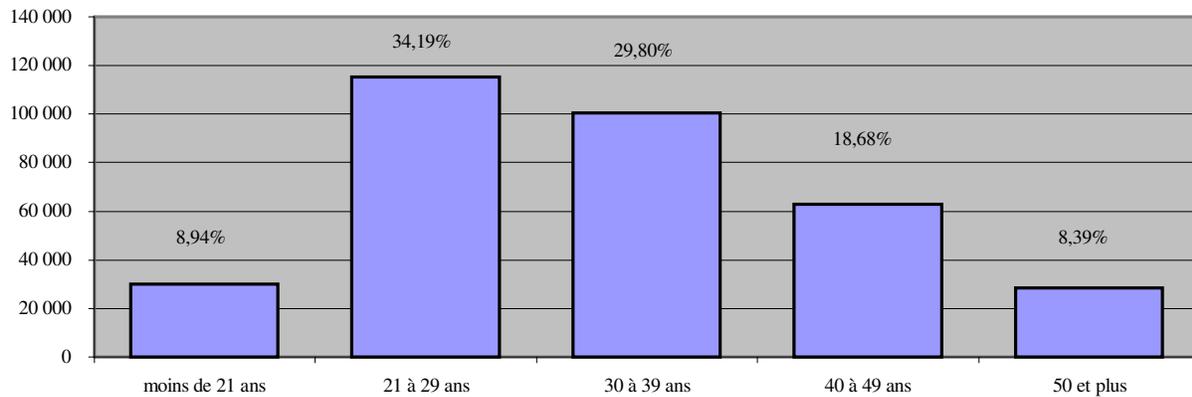
SECTEUR D'ACTIVITE		Déclaration d'embauche 1 ^{er} semestre 2006	Evolution 1 ^{er} semestre 2005 / 1 ^{er} semestre 2006
S E R V I C E S	Transports	14 032	- 6,12 %
	Activités financières	1 510	16,96 %
	Activités immobilières	1 982	18,97 %
	Services aux entreprises	153 499	15,89 %
	Services aux particuliers	98 858	12,14 %
	SERVICES	269 881	13,15 %
COM	COMMERCE	22 723	4,18 %
I N D U S T R I E	Industries agricoles et alimentaires	1 027	11,54 %
	Industries des biens de consommation	7 733	93,47 %
	Industrie automobile	466	64,66 %
	Industrie des biens d'équipement	1 002	12,21 %
	Industries des biens intermédiaires	1 131	8,23 %
	Energie	81	10,96 %
	INDUSTRIE	11 440	53,52 %
CON	CONSTRUCTION	12 055	31,30 %
A U T R E S	Agriculture, sylviculture, pêche	18	+++
	Education, santé, action sociale	12 929	14,14 %
	Administration	7 497	15,13 %
	Inconnue	1 033	- 34,08 %
	AUTRES	21 477	10,66 %
TOTAL		337 576	13,91 %
Dont	Entreprises de travail temporaire	122 043	14,25 %
	Artistes auteurs	22 137	- 14,62 %
	Hôtels cafés restaurants	27 983	49,83 %

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

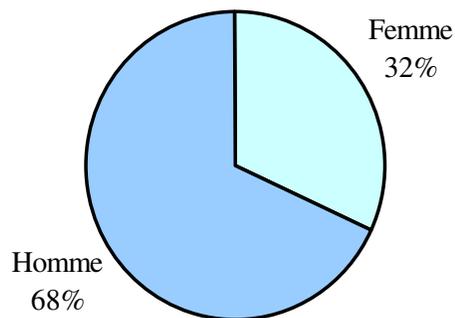
L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (3)

Les Déclarations Uniques d'Embauches (DUE) par secteur d'activités, par sexe et par tranche d'âge (suite)

Répartition des DUE selon l' âge du salari



Répartition des DUE par sexe



NOTE METHODOLOGIQUE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis λ Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis λ Conseil Général de Seine-Saint-Denis λ Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis λ Tribunal de Commerce λ Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle λ URSSAF de Paris- Région Parisienne λ ASSEDIC de l'Est Francilien λ ANPE 93λ Direction départementale d'Equipement 93 λ Comité Départemental du Tourisme λ Banque de France de Seine-Saint-Denis λ Trésorerie Générale 93 λ Direction départementale des Services Fiscaux λ Direction régionale des Douanes de Paris-Est λ Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés,
- la déclaration d'achèvement de travaux dont les séries ne sont pas publiées par manque de fiabilité des données.

Les données publiées disponibles sont en date de prise en compte et en dates réelles, qui ne sont disponibles et stabilisées qu'après un délai important nécessaire à la collecte de l'information.

DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- Le champ de l'enquête : l'enquête utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins 5 logements neufs, dont au moins 1 est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- Les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- Les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectuées sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DDE SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL

Construction neuve	Phase réalisation		Acquisition par l'occupant
	Autorisés (PC)	Mises en chantier	
Par un organisme social / HLM	oui	oui	Non relevant
Par un promoteur privé	oui	oui	Oui, si programme de 5 logements au moins (ECLN)
Par un particulier en maison individuelle (« diffus »)	oui	oui	
transactions dans l'ancien	Non relevant		(à partir de 2006)

DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DDE SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL (suite)

La DDE transmet des données sur les flux physiques, quel que soit le constructeur ; elle transmet également des données de flux sur les ventes de logements mais, jusqu'en 2006, uniquement les ventes de logements en collectifs dans le neuf.

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits). Le champ observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de la DDE : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi la DDE ne fournit pas encore d'informations trimestrielles. Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).

MARCHE DES LOGEMENTS ANCIENS EN SEINE-SAINT-DENIS

L'analyse du marché des logements dits « anciens », qui est maintenant intégrée au document publié par le Club 93 conjoncture est réalisée à partir de la base de données de la Chambre régionale des notaires d'Ile-de-France. Réalisée par la DDE, elle vient compléter l'analyse de la conjoncture du marché des logements neufs.

NOMBRE D'ENTREPRISES ARTISANALES PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Les chiffres communiqués sont issus des mouvements enregistrés au répertoire des métiers.

La répartition a été faite par codes d'activités selon la nomenclature d'activités (NAFA), en fonction de l'ancienne répartition en sept catégories qui a l'avantage d'offrir une meilleure ventilation des activités.

Selon le dernier traitement opéré courant avril, les chiffres s'analysent comme suit.

Il s'agit de l'état du fichier depuis sa création, arrêté à une date anniversaire (31 décembre 2004, 31 décembre 2005, et 31 mars 2006).

ETAT DES CARNETS DE COMMANDES ET DU NIVEAU DES STOCKS PAR RAPPORT AU NIVEAU JUGE NORMAL

Ces données sont issues des enquêtes de conjoncture réalisées mensuellement la Banque de France de Seine-Saint-Denis, auprès d'un échantillon représentatif de 48 entreprises industrielles de Seine-Saint-Denis.

Elles concernent uniquement les entreprises du secteur industriel, à savoir les fabricants de biens intermédiaires, de biens de consommation, de biens d'équipement et l'industrie agro- alimentaire.

En sont exclues les entreprises du BTP.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette due.

→ Chiffres d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.

→ TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche... prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

→ TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

→ TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.



IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economique : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS

Ces données sont issues des enquêtes de conjoncture mensuelles de la Banque de France de Seine-Saint-Denis, réalisées auprès de sociétés de transport routier du département réalisant un CA annuel supérieur à 750 000 euros.

CHIFFRES CLES « SALONS »

Le bilan d'activités des centres d'expositions et de Congrès de Paris Ile-de-France vient de paraître. L'étude est téléchargeable sur www.salonscongres.ccip.fr.

Ce rapport d'activités présente les données agrégées des principaux centres de la région : Paris Expo Porte de Versailles | Paris-Nord Villepinte | Paris Le Bourget | Palais des Congrès de Paris | Paris Expo CNIT La Défense | Parc Floral de Paris | Paris Expo Espace Champerret | Paris Expo Carrousel du Louvre | Cité des Sciences et de l'Industrie. La Grande Halle de la Villette qui participe habituellement à l'étude est en travaux depuis 2005.

INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.

Préfecture de la Seine-Saint-Denis λ Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis λ Conseil Général de Seine-Saint-Denis λ Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis λ Tribunal de Commerce λ Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle λ URSSAF de Paris- Région Parisienne λ ASSEDIC de l'Est Francilien λ ANPE 93λ Direction départementale d'Equipement 93 λ Comité Départemental du Tourisme λ Banque de France de Seine-Saint-Denis λ Trésorerie Générale 93 λ Direction départementale des Services Fiscaux λ Direction régionale des Douanes de Paris-Est λ Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis



CONTACTS

Préfecture de la Seine-Saint-Denis λ Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis λ Conseil Général de Seine-Saint-Denis λ Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis λ Tribunal de Commerce λ Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle λ URSSAF de Paris- Région Parisienne λ ASSEDIC de l'Est Francilien λ ANPE 93λ Direction départementale d'Equipement 93 λ Comité Départemental du Tourisme λ Banque de France de Seine-Saint-Denis λ Trésorerie Générale 93 λ Direction départementale des Services Fiscaux λ Direction régionale des Douanes de Paris-Est λ Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis



SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Catherine BRAULT – Didier ALVES à compter du 13 novembre 2006
 Préfecture de la Seine-Saint-Denis
 Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81
Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr

Données	Correspondants à contacter
---------	----------------------------

LES MENAGES

Crédits à la consommation des ménages, encours et dépôts	Jean-Michel DINAND Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Jean-michel.dinand@banque-France.fr
Immatriculations de véhicules particuliers	Catherine BRAULT – Didier ALVES à compter du 13 novembre 2006 Préfecture de la Seine-Saint-Denis Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81 Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr
Crédit à l'habitat	Jean-Michel DINAND Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Jean-michel.dinand@banque-France.fr
Le marché des logements collectifs neufs et leur prix au m ²	Direction Départementale de l'Équipement 93 Patrick JULES
Le volume de la construction des logements neufs	Tél : 01.41.60.67.24 / patrick.jules@equipement.gouv.fr
Le marché des logements dans l'ancien	Chantal NIASSOU Tél : 01.41.60.67.27 / chantal.niassou@equipement.gouv.fr

LA VIE DE L'ENTREPRISE

Mouvements des entreprises	Jean PERRAUD Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01.48.95.15.39 / Télécopie : 01.40.30.22.91
Mouvements de l'Artisanat	Eric FROEHLICHER Chambre de Métiers 93 eric.froehlicher@cm-bobigny.fr
Analyse des rapports entre l'évolution des carnets de commandes et les stocks	Julien PARROD Banque de France julien.parrod@banque-france.fr

LA VIE DE L'ENTREPRISE (suite)	
Le commerce extérieur	Patricia JACQUES Direction Régionale des Douanes de Paris-Est Tél : 01.64.62.75.27 / patricia.jacques@douane.finances.gouv.fr
La taxe sur la valeur ajoutée	Jean-Pierre ROUXEL Direction des services fiscaux 93 Tél : 01.48.96.53.00 / jean-pierre.rouxel@dgi.finances.gouv.fr
La construction des locaux d'activités	Direction Départementale de l'Équipement 93 Patrick JULES Tél : 01.41.60.67.24 / patrick.jules@equipement.gouv.fr Chantal NIASSOU Tél : 01.41.60.67.27 / chantal.niassou@equipement.gouv.fr
Immatriculations de véhicules utilitaires	Catherine BRAULT– Didier ALVES à compter du 13 novembre 2006 Préfecture de la Seine-Saint-Denis Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81 Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr
Crédits aux entreprises	Direction Départementale de l'Équipement 93 Patrick JULES Tél : 01.41.60.67.24 / patrick.jules@equipement.gouv.fr Chantal NIASSOU Tél : 01.41.60.67.27 / chantal.niassou@equipement.gouv.fr

LES SERVICES	
Hôtellerie	Dominique WIİK Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01.49.15.98.98 / d.wiik@tourisme93.com
Transports	Julien PARROD Banque de France julien.parrod@banque-france.fr

INDICATEURS D'ATTRACTIVITE	
Nombre de visiteurs au Stade de France	Dominique WIİK Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01.49.15.98.98 / d.wiik@tourisme93.com
Nombre de visiteurs au Musée de l'Air et de l'Espace	
Nombre de visiteurs à la Basilique de Saint-Denis	
Transferts des sièges sociaux	Jean-Michel DINAND Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Jean-michel.dinand@banque-France.fr
Fréquentation des salons des Parcs des expositions du Bourget et de Paris Nord Villepinte	Alice BENICHOU CCIP 93 Tél : 01.48.95.10.79 Fax : 01.48.95.11.58 Abenichou@ccip.fr

L'EMPLOI

Les demandes d'emplois en fin de mois	Jean-Claude CARROT ANPE
Les demandes d'emplois enregistrées	Tél : 01.41.60.85.74 / j-c.carrot@anpe.fr
Le taux d'évolution du chômage sur un an	Katherine SANVERT Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.88 Katherine.sanvert@dd-93.travail.gouv.fr
Les offres d'emplois enregistrés en fin de mois	Jean-Claude CARROT
Les secteurs qui recrutent	ANPE
Les offres par taille d'entreprise	Tél : 01.41.60.85.74 / j-c.carrot@anpe.fr
Les métiers recherchés par les entreprises	
Les taux de chômage	Katherine SANVERT Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.88 Katherine.sanvert@dd-93.travail.gouv.fr
Le nombre de RMIstes	Virgile ADJAH Conseil Général 93
Les contrats d'insertion	Tél : 01.43.93.86.18
Les reprises d'activité selon le type de contrats	vadjahi@cg93.fr
L'évolution sur 5 ans du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre	Katherine SANVERT
L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés	Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.88 Katherine.sanvert@dd-93.travail.gouv.fr
Les déclarations uniques d'embauches	Cécile BOURSON URSSAF de Paris – Région Parisienne Tél : 01.56.93.24.00 / cecile.bourson@urssaf.fr